

Ministère de la transition écologique et
solidaire

NOR : [...]

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 211-7 ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 59 ;

Vu le décret n° 2014-846 du 28 juillet 2014 relatif aux missions d'appui technique de bassin ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 15 février 2018 ;

Décète :

Article 1^{er}

A l'article 1^{er} du décret du 28 juillet 2014 susvisé, les mots « 1^{er} janvier 2018 » sont remplacés par les mots : « 1^{er} janvier 2020 ».

Article 2

L'article 4 du même décret est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, après les mots : « agence de l'eau », les mots : « ou de l'office de l'eau, » sont insérés.

2° Au troisième alinéa, après le mot : « bassin », les mots : « ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement, » sont ajoutés.

3° Le quatrième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Six représentants du collège de l'Etat du comité de bassin prévu à l'article L. 213-8 du code de l'environnement en France métropolitaine à l'exception de la Corse, quatre représentants du collège de l'Etat du comité de bassin prévu à l'article L. 213-8 du même code en Corse et quatre représentants du collège de l'Etat du comité de l'eau et de la biodiversité prévu à l'article L. 213-13-1 du même code dans les bassins situés en outre-mer, désignés par le préfet coordonnateur de bassin, désignés par le préfet coordonnateur de bassin ».

4° Les alinéas 5 à 10 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Huit représentants élus par et parmi le collège des élus du comité de bassin prévu à l'article L. 213-8 du code de l'environnement en France métropolitaine à l'exception de la Corse, six représentants du collège des élus du comité de bassin prévu à l'article L. 213-8 du même code en Corse et six représentants du collège des élus du comité de l'eau et de la biodiversité prévu à l'article L. 213-13-1 du même code dans les bassins situés en outre-mer, désignés par le préfet coordonnateur de bassin, dont :

a) Un représentant de la région et un représentant du département ou, en cas de collectivité territoriale unique, deux représentants de cette collectivité ou, pour la Corse, deux représentants de la collectivité de Corse ;

b) Quatre représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

c) Un président de syndicat de communes ou de syndicat mixte exerçant des missions de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, le cas échéant ;

d) Un président de commission locale de l'eau d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux situé sur le bassin, le cas échéant. »

5° Au onzième alinéa, après les mots « comités de bassin » sont ajoutés les mots « ou des comités de l'eau de la biodiversité ».

6° Au treizième alinéa, après le mot : « bassin » sont ajoutés les mots : « ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ».

Article 3

A l'article 6 du même décret, après les mots : « comité de bassin » sont insérés les mots : « ou au comité de l'eau et de la biodiversité »

Article 4

Le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire et le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le .

Par le Premier ministre :

Le ministre d'État, ministre de la transition
écologique et solidaire

Nicolas HULOT

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur
Gérard COLLOMB